

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-C01**

### **DU 28 JANVIER 2022**

#### **AIDES AUX ENTREPRISES PM'UP COVID-19 : APPEL À PROJETS PM'UP ET TP'UP RELANCE - 1ER RAPPORT POUR 2022**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** la communication de la Commission relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 (2020/C 91 I/01) du 20 mars 2020 ;

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime n° SA.56985 modifié par le régime n° SA.57299 et par le régime n° SA.58137, et relatif au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises dans le cadre de la crise du Covid-19 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière et notamment ses articles 60 à 64 ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**VU** la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

**VU** la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

**VU** l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 ;

**VU** le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 105-16 du 16 juin 2016 portant aides régionales aux entreprises : PM'up – Innov'up – TP'up – BACK'up ;

**VU** la délibération n° CP 16-373 du 12 juillet 2016 relative au fonds régional de garantie et Prêt Croissance TPE ;

**VU** la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up ;

**VU** la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2017-052 du 27 janvier 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up et TP'up

**VU** la délibération n° CP 2017-112 du 8 mars 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up - TP'up et Back'up

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2017-212 du 17 mai 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up et de TP'up ;

**VU** la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant approbation de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) – Année 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1<sup>ère</sup> affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

**VU** la délibération n° CP 2020-048 du 31 janvier 2020 Paris Région Up - Aides PM'up, TP'up et Innov'up mobilisées pour les entreprises franciliennes ;

**VU** la délibération n° CP 2020-C02 du 3 avril 2020 portant diverses dispositions financières ;

**VU** la délibération n° CP 2020-C03 du 3 avril 2020 modifiée portant aides aux entreprises : fonds de solidarité pour les entreprises et extension du dispositif PM'up ;

**VU** la délibération n° CP 2020-C14 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant aides aux entreprises : PM'up – Covid-19 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-378 du 23 septembre 2020 relative à Paris Région UP - Aides PM'up, TP'up, INNOV'UP et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

**VU** la délibération n° CP 2020-C19 du 23 septembre 2020 portant aides aux entreprises : PM'up – Covid-19, 3<sup>ème</sup> rapport pour 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-C25 du 18 novembre 2020 portant aides aux entreprises : PM'up – Covid-19, 4<sup>ème</sup> rapport pour 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-C01 du 21 janvier 2021 portant aides aux entreprises : PM'up – Covid-19, 1<sup>er</sup> rapport pour 2021 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-005 du 4 février 2021 portant approbation de l'accord de relance entre l'Etat et la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 2021-C01 du 4 février 2021 relative aux mesures de lutte contre la COVID 19 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-120 du 1<sup>er</sup> avril 2021 relative au Paris Région UP : subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

**VU** la délibération n° CP 2021-C14 du 12 mai 2021 relative aux aides aux entreprises PM'up Covid-19 : Appel à projets TP'up PM'up relance ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CP 2021-C17 du 20 juillet 2021 relative aux aides aux entreprises PM'up Covid-19 : Appel à projets PM'up et TP'up relance ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** la délibération n° CP 2021-C23 du 22 septembre 2021 relative aux aides aux entreprises PM'up Covid-19 : Appel à projets PM'up et TP'up relance ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-C01 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 : Modification du règlement d'intervention PM'up – Covid-19**

Décide de modifier le règlement d'intervention PM'up – Covid-19 adopté par délibération n° CP 2020-C23 du 22 septembre 2021 modifiée et susvisée, et tel que figurant en annexe 1 à la présente délibération.

**Article 2 : Attributions relatives aux 15 aides TP'up Relance sur la base du dispositif TP'up**

Décide de participer, au titre du dispositif TP'up, au financement des 15 projets détaillés en

annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 487 500 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération CP 2021-C17 du 20 juillet 2021 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Affecte une autorisation de programme de 487 500 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 19400201 « TP'up » du budget 2022.

**Article 3 : Attributions relatives aux 23 aides PM'up Relance sur la base du dispositif PM'up et aux 2 aides PM'up Relance sur la base du dispositif « PM'up-Covid-19 »**

Décide de participer, au titre du dispositif PM'up, au financement des 23 projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 4 060 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération CP 2021-C17 du 20 juillet 2021 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Affecte une autorisation de programme de 1 650 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400101 « PM'up » du budget 2022.

Affecte une autorisation de programme de 1 800 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400107 « PM'up industrie » du budget 2022.

Affecte une autorisation de programme de 610 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400109 « PM'up ESS » du budget 2022.

Décide de participer, au titre du dispositif « PM'up – Covid-19 », au financement des 2 projets retenus dans le cadre de l'appel à projets « PM'up Relance » détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 550 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération CP 2021-C17 du 20 juillet 2021 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 550 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP91-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100107 « Aide à la relocalisation - Covid 19 » du budget 2022.

**Article 4 : Désaffectation de la subvention PM'up Covid-19 du lauréat Emmaüs Défi, votée lors de la CP 2020-C14 du 1er juillet 2020**

Décide de retirer la subvention attribuée à Emmaüs Défi, par délibération CP 2020-C14 du 1er juillet 2020 d'un montant de 82 500 €.

Désaffecte 82 500 € votée lors de la CP 2020-C14 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 (fiche-projet n° EX050735) sur le chapitre 909 « action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », HP94-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 19400112 « PM'up Covid-19 » du budget 2020.

**Article 5 : Modification de la fiche projet PM'up Covid-19 pour deux entreprises MAKAGENCY et R-PUR**

Approuve la modification de la fiche-projet n° EX050616 de la société MAKAGENCY, approuvée par délibération n° CP 2020-C14 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 susvisée, telle qu'elle figure en annexe 4 à la présente délibération.

Approuve la modification de la fiche-projet n° EX050255 de la société R-PUR, approuvée par délibération n° CP 2020-C12 du 27 mai 2020 susvisée, telle qu'elle figure en annexe 5 à la présente délibération.

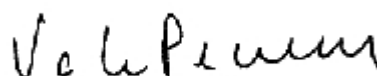
**Article 6 : Adoption d'un avenant spécifique PM'up**

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 2020-2-AUT-641097-A de l'entreprise Sinny & Ooko, approuvé par délibération CP 2021-120 du 1<sup>er</sup> avril 2021, tel qu'il figure en annexe 6 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 7 : Marché pour une prestation de recensement des aides d'État et des aides publiques octroyées aux entreprises chargées de la gestion d'un service d'intérêt économique général (SIEG)**

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91- 001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Sensibilisation à l'entrepreneuriat, accompagnement et financement des entreprises » du budget 2022.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 1 février 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 1 février 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1132918-DE-1-1) et affichage ou notification le 1 février 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**

## **Annexe 1 : PM'up Covid-19 Règlement d'intervention**



# Règlement d'intervention PM'Up Covid-19

Le présent règlement fixe les conditions d'intervention de l'aide régionale. Une notice technique régulièrement mise à jour est accessible sur [www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr) afin d'apporter, à travers des exemples concrets, les réponses aux interrogations concernant les modalités d'application du règlement.

## 1) Base juridique

Ce dispositif d'aide exceptionnel s'inscrit dans le cadre des articles L1511-1 et suivants, ainsi que de l'article L4211-1 du code général des collectivités territoriales.

Il est pris en application des articles 107 et 108 du TFUE, de la communication modifiée de la Commission relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (2020/C 91 I/01) du 20 mars 2020 et notamment du régime SA 56985 relatif au soutien aux entreprises, modifié.

## 2) Structures éligibles

Sont éligibles les petites et moyennes entreprises ainsi que les entreprises de taille intermédiaire, c'est-à-dire toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique y compris associative, employant au maximum 4 999 salariés et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 1,5 milliard d'euros. Ces entreprises ont au moins un établissement en Île-de-France ou projettent d'en créer un dans le cadre du projet subventionné.

Ne sont cependant pas éligibles les entreprises qui étaient en difficulté avant le 31 décembre 2019 (au sens de l'article 2 §18 du RGEC). Par dérogation à ce qui précède, une aide peut être octroyée à des petites entreprises (au sens de l'annexe I du RGEC) qui étaient déjà en difficulté au 31 décembre 2019, dès lors que, au moment de l'octroi des aides, celles-ci ne font pas l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité et n'ont pas bénéficié d'une aide au sauvetage (ou, si elles ont bénéficié d'une aide au sauvetage, elles ont remboursé le prêt ou mis fin à la garantie) ou d'une aide à la restructuration (si elles ont bénéficié d'une aide à la restructuration, elles ne sont plus soumises à un plan de restructuration).

## 3) Projets éligibles

Les projets soutenus visent à sécuriser les approvisionnements stratégiques pour la société et participer à la relance des activités stratégiques de l'économie francilienne qui se trouvent menacées par les conséquences de la crise du Covid-19.

## 4) Critères de sélection

Les critères de sélection des projets sont cumulativement :

- le caractère stratégique des biens, services ou approvisionnements concernés ;
- la viabilité et pertinence du projet ;

- la conformité aux principes guidant le projet au développement de l'Ile-de-France<sup>1</sup>.

## **5) Dépenses éligibles**

Les dépenses éligibles sont effectuées auprès d'un tiers aux conditions du marché sans que l'acquéreur soit en position d'exercer un contrôle sur le vendeur, ou vice-versa.

Les dépenses éligibles retenues sont les coûts hors taxes pour les structures assujetties à la TVA et les coûts toutes taxes comprises pour les structures non assujetties à la TVA.

### **a) Investissements matériels et immatériels**

Les dépenses d'investissements éligibles doivent être exploitées sur le territoire francilien. Elles consistent en l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles visant la production de biens ou services.

En cas de financement par crédit-bail, l'assiette de dépenses éligibles est constituée de la somme des loyers sur la période du projet.

Les dépenses d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles sont exclues de la base éligible.

### **b) Dépôt et extension de brevet**

Les dépenses de dépôt et d'extension de brevets éligibles sont :

- les coûts liés à l'obtention, à la validation et à la défense des brevets dans le cadre du dépôt dans la première juridiction ou de l'extension dans une nouvelle juridiction ;
- les frais de traduction et autres liés à l'obtention ou à la validation des droits devant d'autres juridictions.

### **c) Conseil**

Les coûts admissibles sont les coûts afférents aux services de conseil directement liés aux investissements éligibles et fournis par des conseillers extérieurs.

Les services en question ne peuvent constituer une activité permanente ou périodique et ils sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement normal de l'entreprise, telles que les services ordinaires de conseil fiscal ou juridique, ou la publicité. Ils donnent lieu à la réalisation d'un rapport de fin de mission.

### **d) Recrutements structurants**

---

<sup>1</sup> ce critère est notamment apprécié au regard de l'ancrage local des entreprises, des retombées sociales, sociétales et environnementales du projet et des orientations prioritaires régionales

---

Les dépenses de recrutement éligibles sont les coûts salariaux sur un an à compter de l'embauche en contrat à durée indéterminée d'un salarié sur une fonction nouvelle permettant d'améliorer la structure d'encadrement de l'entreprise. Le recrutement par promotion interne est admis sous réserve que la personne promue soit remplacée. L'aide ne peut porter sur plus de 3 recrutements.

Les recrutements bénéficient d'un taux de subvention maximum de 50 %. L'aide est plafonnée à 25 000 € par recrutement, soit 75 000 € maximum par projet.

#### **e) Dépenses de recherche et développement**

Sont éligibles les dépenses directement liées à un projet de recherche et développement à savoir :

- les études internes et externes, les frais de réalisation de prototypes et de maquettes ;
- les recherches sous-traitées à des prestataires extérieurs publics ou privés (laboratoires, centres techniques ou entreprises, etc.) ;
- les dépenses de propriété industrielle, d'homologation, d'études de marché, d'acquisition de technologies ou de savoir-faire ;
- les dépenses de design ;
- les dépenses d'études de marché.

#### **6) Taux de subvention et plafonnement**

La subvention régionale est plafonnée à 800 000 € par projet pour un taux de subvention maximum de 50 %. Le montant et le taux de subvention peuvent être réévalués respectivement jusqu'à 1,2 million € et 100 % pour soutenir des projets visant à installer de nouvelles capacités de production d'envergure permettant la création ou la sauvegarde d'un nombre très élevé d'emplois et/ou de filière d'activité francilienne notamment dans les zones de reconquête économique.

La région Île-de-France peut solliciter tout justificatif permettant d'apprécier la nature et le coût estimé des dépenses pour lesquelles la subvention est sollicitée.

#### **7) Modalités de versement**

Avance :

L'entreprise peut solliciter le versement d'une avance à hauteur de 70 % de l'aide allouée dès lors qu'elle justifie d'un besoin de trésorerie

Acompte :

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Solde :

Le versement du solde de l'aide est subordonné à la présentation d'un compte rendu financier du projet signé par le représentant de l'entreprise.

### **8) Clause éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

## **Annexe 2 : Désignation des 15 bénéficiaires TP'up Relance**

## 15 bénéficiaires TP'up Relance

Raison-sociale	Filière	Ville	Effectif à candidature	Création prévisionnelle d'emploi à 18 mois	Description du projet	TP'up relance sur la base du dispositif TP'up	Total subvention	Date prise en charge des dépenses	Engagement stagiaire
M'DECO	Autre	GUIBEVILLE	3	4	Développement de l'activité de façades "à l'ancienne" pour les commerces situés dans les centres-villes : achat d'une plateforme de stockage, d'un logiciel d'impression, d'un compresseur.	34 000 €	34 000 €	02/03/2021	2
PHYSIP SA	Santé	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	4	2	Implémentation d'un Système de Management de la Qualité (norme ISO 13485) et augmentation des capacités de production : création d'un poste informatique d'analyse automatique de données de sommeil.	24 000 €	24 000 €	02/03/2021	2
SAS LEGION PARIS	Autre	PARIS 9E ARRONDISSEMENT	1	2	Diversification de la production et développement à l'international (USA et Europe du nord)	6 500 €	6 500 €	02/03/2021	1
QUAI 36 PRODUCTION	Région Ville durable intelligente	PANTIN	1	10	Le projet est cohérent avec la stratégie de l'entreprise, il lui permettra de se structurer, de diversifier son activité et de mettre en place une démarche RSE	23 000 €	23 000 €	02/03/2021	2
AGICOM	Autre	MOUROUX	5	4	L'entreprise souhaite internaliser et augmenter sa production	55 000 €	55 000 €	02/03/2021	2
ODEN	Autre	PARIS 11E ARRONDISSEMENT	6	6	Le projet est cohérent avec la stratégie de l'entreprise, il lui permettra d'internaliser une partie de sa production ainsi que d'effectuer sa transformation numérique et de se développer à l'international	55 000 €	55 000 €	02/03/2021	2
LABORATOIRES ILAPHARM	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	BOULOGNE BILLANCOURT	5	1	Digitaliser l'entreprise pour ouvrir un nouvel canal de distribution : la vente en ligne. Cela permettra de réduire la dépendance à la vente par correspondance	30 000 €	30 000 €	02/03/2021	2
LIKIBU	Numérique	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	2	0	Le projet est cohérent avec la stratégie de l'entreprise, il lui permettra de gagner en visibilité et de se développer à l'international	20 000 €	20 000 €	02/03/2021	1

Raison-sociale	Filière	Ville	Effectif à candidature	Création prévisionnelle d'emploi à 18 mois	Description du projet	TP'up relance sur la base du dispositif TP'up	Total subvention	Date prise en charge des dépenses	Engagement stagiaire
PLV CH2O	Autre	ROISSY EN FRANCE	2	2	Le projet est cohérent avec la stratégie de l'entreprise, il permettra d'augmenter ses capacités de production	47 000 €	47 000 €	02/03/2021	2
OTTANTA & COW	Agriculture, Agro-alimentaire et nutrition, Sylviculture	GAZERAN	4	2	Diversification de l'offre par la création d'une gamme de pâtes fraîches bio	29 000 €	29 000 €	02/03/2021	2
STICKER DECO	Autre	CORMEILLES EN PARISIS	1	9	Augmentation des capacités de production avec une adaptation de l'offre aux commerçants et transition écologique	24 000 €	24 000 €	02/03/2021	2
ATELIER FRANCK MANGON	Autre	BEZONS	5	2	Augmentation des capacités de production et amélioration des conditions de travail des salariés	15 000 €	15 000 €	02/03/2021	1
PIXI SOFT	Numérique	VINCENNES	7	4	Transformation du business model : passage de la vente du logiciel à la licence.	28 000 €	28 000 €	02/03/2021	2
BRASSERIE DU GRAND PARIS	Autre	SAINT DENIS	9	4	Mise en œuvre d'une ligne d'enfûtage mixte (futs à usage unique/futs réutilisables) et parc de futs inox	42 000 €	42 000 €	02/03/2021	2
LA TABLE DU RECHO	Autre	PARIS 8E ARRONDISSEMENT	7	17	La Table du Recho ambitionne de devenir un acteur majeur dans la restauration solidaire et engagée. Ainsi cet objectif s'accompagne d'une forte croissance de son activité pour les 3 prochaines années afin d'atteindre un chiffre d'affaires de 1,3 millions d'euros dès 2023.	55 000 €	55 000 €	02/03/2021	2

### **Annexe 3 : Désignation des 25 bénéficiaires PM'up Relance**



### Désignation des 25 bénéficiaires PM'up

	Raison sociale	Ville	Dpt	Domaine d'activité	Subvention attribuée sur la base du RI PM'up	Subvention attribuée sur la base du RI PM'up	Engagement stagiaires	Date de prise en compte des dépenses
1	Aiguillage	Le Plessis Bouchard	95	ESS	100 000 €		2	02/03/2021
2	Bisly	Paris	75	Communication	130 000 €		3	02/03/2021
3	Clinical Trials Mobile Application	Paris	75	Santé	150 000 €		3	02/03/2021
4	Cortecnet SAS	Les Ulis	91	Chimie	250 000 €		3	02/03/2021
5	Cotton Division	Pantin	93	Textile	250 000 €		3	02/03/2021
6	Fast Road	Montreuil	93	ESS	65 000 €		2	02/03/2021
7	Fresh Distrib	Trappes	78	Agroalimentaire	250 000 €		3	02/03/2021
8	Groupe Jarnias	L'Haÿ les Roses	94	BTP	250 000 €		3	02/03/2021
9	InfoClip	Paris	75	Entreprise de Service numérique	120 000 €		3	02/03/2021
10	La Coopérative Bio d'Ile-de-France	Combs la Ville	77	ESS	90 000 €		2	02/03/2021
11	Laboratoire Dencott Ocellus	Paris	75	Santé	150 000 €		3	02/03/2021
12	Lameco	Trappes	78	Industrie mécanique	100 000 €		2	02/03/2021
13	Lee Cooper	Aubervilliers	93	Fabrication de prêt-à-porter	250 000 €		3	02/03/2021
14	Lysera	Paris	75	Création, textile	250 000 €		3	02/03/2021
15	Maison intercommunale de l'insertion et de l'emploi (M2EI)	Torcy	77	ESS	85 000 €		2	02/03/2021
16	Matrice Association	Paris	75	ESS	120 000 €		3	02/03/2021
17	My Cocoon	Croissy Beaubourg	94	Création, culture, loisir	250 000 €		3	02/03/2021
18	Réalisation graphique impression (RGI)	St Thibault des Vignes	77	Imprimerie		150 000 €	3	02/03/2021
19	REC SARL	Le Plessis Paté	91	Industrie	250 000 €		3	02/03/2021

### Désignation des 25 bénéficiaires PM'up

	Raison sociale	Ville	Dpt	Domaine d'activité	Subvention attribuée sur la base du RI PM'up	Subvention attribuée sur la base du RI PM'up	Engagement stagiaires	Date de prise en compte des dépenses
20	SARL Maven	Paris	75	Industrie culturelle et musicale	200 000 €		3	02/03/2021
21	SAS Vinyl de Paris	Neuilly sur Marne	93	Production de disque en vinyl		400 000 €	3	02/03/2021
22	Sharing cloud	BOULOGNE BILLANCOURT	92	Numerique	150 000 €		3	02/03/2021
23	Société NC	Pierrefitte sur Seine	93	Agroalimentaire	250 000 €		3	02/03/2021
24	Spirec	Sartrouville	78	Industrie	200 000 €		3	02/03/2021
25	Urban Environnement	Morangis	91	ESS	150 000 €		3	02/03/2021

## **Annexe 4 : Fiche projet MAKAGENCY**

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-C14  
Modifiée par CP2021-C17 du 20 juillet 2021  
Modifiée par CP2022-C01 du 28 janvier 2022

**DOSSIER N° EX050616 - PM'up covid-19 - MAKAGENCY**

**Dispositif** : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)

**Imputation budgétaire** : 909-94-20421-194001-400

Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	45 000,00 € HT	66,67 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MAKAGENCY  
Adresse administrative : 1 RUE AUGUSTE RENOIR  
93600 AULNAY SOUS BOIS  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur MEHDI MAIZATE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 18 mars 2020 - 30 septembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : mesure d'urgence sanitaire covid-19

**Description :**

production de visières offertes au personnel médical et paramédical  
conception et production d'ouvertures de portes non manuelles

**Localisation géographique :**

📍 AULNAY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	8 000,00	17,78%
R&D	37 000,00	82,22%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	30 000,00	66,67%
Autres financements	15 000,00	33,33%
Total	45 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

## **Annexe 5 : Fiche projet R-PUR**

Commission permanente du 27 mai 2020 - CP2020-C12  
Modifiée par CP2021-C17 du 20 juillet 2021  
Modifiée par CP2022-C01 du 28 janvier 2022

**DOSSIER N° EX050255 - PM'up Covid-19 - R-PUR**

**Dispositif** : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)

**Imputation budgétaire** : 909-94-20421-194001-400

Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	691 239,00 € HT	59,31 %	410 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		410 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : R PUR

Adresse administrative : 24 AVENUE DU REPOS  
94270 LE KREMLIN BICETRE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur MATTHIEU LECUYER, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 18 mars 2020 - 31 mai 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

**Description :**

Masques, surblouses.

Création d'une ligne de production de masques médicaux à destination des personnes exposées au Covid-19. R-PUR est une société qui développe des technologies de filtration haute performance dans le secteur privé et professionnel. Elle intègre ses technologies dans des masques pour différents usages et innove constamment pour répondre à de nouvelles demandes.

**Localisation géographique :**

 PARIS

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	526 589,00	48,47%
R&D	61 650,00	5,68%
Conseil	78 000,00	7,18%
Recrutement	25 000,00	2,30%
Autres dépenses non éligibles	395 090,00	36,37%
Total	1 086 329,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	410 000,00	37,74%
Autofinancement	286 329,00	26,36%
Autres financements	390 000,00	35,90%
Total	1 086 329,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises



## **Annexe 6 : Avenant Sinny Ooko**

**Avenant n°1**  
**à la convention n° 2020-2-AUT-641097-A**  
**Approuvée par la délibération CP 2021-120 du 1<sup>er</sup> avril 2021**  
**attribuant la subvention PM'up**

**La REGION ILE DE FRANCE**

2, rue Simone Veil - 93400 SAINT OUEN

Dûment représentée par sa présidente Madame Valérie Péresse en vertu de la délibération CP 2022-C01 du 28 janvier 2022.

et

**Sinny & Ooko**

75 rue Belliard – 75018 Paris

SIREN : 507955581

Représenté par la personne de Stéphane Vanitel, gérant de l'entreprise Sinny & Ooko, dûment habilité.

**Après avoir rappelé :**

La subvention a été attribuée conformément aux règles fixées par le règlement budgétaire et financier du conseil régional, prorogé par la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 et dans le respect du RI du dispositif PM'up votée en n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relatif aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up et modifié par CP n° 2018-427 du 19 septembre 2018.

Par délibération CP 2021-120 du 1<sup>er</sup> avril 2021, la commission permanente a attribué une subvention à l'entreprise Sinny & Ooko pour un montant de 140 000€ dans le cadre de son projet PM'up.

Sinny & Ooko étant une holding d'animation, une partie du plan stratégique est portée directement par les filiales d'exploitation de l'entreprise : Cité Fertile (SIREN 838 185 882), Chepooka (SIREN 795 138 742) et Karacho (SIREN 795 378 546).

Cet avenant a pour objet d'autoriser tout ou partie du reversement de la subvention aux filiales d'exploitation de l'entreprise désignées ci-dessus.

L'entreprise Sinny & Ooko est désignée comme mandataire du projet PM'up. Le mandataire percevra de l'Agence de Services et de Paiement l'intégralité de la subvention attribuée, à charge pour lui de reverser aux autres bénéficiaires la quote-part de subvention due au regard des dépenses engagées.

Cet avenant prend effet à compter de sa notification.

**Il est convenu de ce qui suit :**

**Article 1 : Autorisation de reversement de la subvention régionale**

La Région autorise l'entreprise à reverser tout ou partie de la subvention reçue à Cité Fertile, Chepooka et Karacho.

**Article 2 : Dispositions non modifiées**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables aux parties.

**Article 3 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Signature des parties

A....., le .....  
Représentant légal de Sinny & Ooko, VATINEL Stéphane

A....., le .....  
La région Île-de-France